



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement
DCPPAT - BICUPE - SIC - LL - 2021 - 346

Arras, le **28 DEC. 2021**

Commune de AIRE-SUR-LA-LYS

Société MALTEUROP

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'ABROGATION DE MISE EN DEMEURE

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles **L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5** ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 5 septembre 2019 portant nomination de M. Alain CASTANIER, administrateur général détaché en qualité de sous-préfet hors classe, en qualité de Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Louis LE FRANC en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2018 mettant en demeure la société MALTEUROP de respecter les dispositions de l'article **1er** (valeurs limites de concentrations en DBO5) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 janvier 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 mars 2021 mettant en demeure la société MALTEUROP de respecter les dispositions de l'article **1er** (valeurs limites de concentrations en DCO) de l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 janvier 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2020-10-19 du 24 août 2020 modifié portant délégation de signature ;

Vu le rapport de la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement du 9 décembre 2021 ;

Considérant que l'inspection de l'environnement a constaté le 29 novembre 2021 que l'exploitant a respecté les prescriptions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure des 12 décembre 2018 et 26 mars 2021 susvisés ;

Considérant qu'il convient donc d'abroger les arrêtés préfectoraux de mise en demeure des 12 décembre 2018 et 26 mars 2021 susvisés ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE :

Article 1 : Objet

Les dispositions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure des 12 décembre 2018 et 26 mars 2021 susvisés, pris à l'encontre de la société MALTEUROP implantée 19, rue de Merville - 62120 AIRE-SUR-LA-LYS, **sont abrogées.**

Article 2 : Délai et voie de recours

Conformément à l'article **L.171-11** du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article **R.421-1** du code de la justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffrey Saint-Hilaire – CS 62039 – 59014 Lille Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 : Publicité

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 4 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-préfet de SAINT-OMER et le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Directeur de la société MALTEUROP et dont une copie sera transmise en mairie de AIRE-SUR-LA-LYS.



**Pour le Préfet
Le Secrétaire Général**

Alain CASTANIER

Copies destinées à :

- Société MALTEUROP – 19, rue de Merville - 62120 AIRE-SUR-LA-LYS
- Sous-préfecture de SAINT-OMER
- Mairie de AIRE-SUR-LA-LYS
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - UD du Littoral
- Dossier
- Chrono